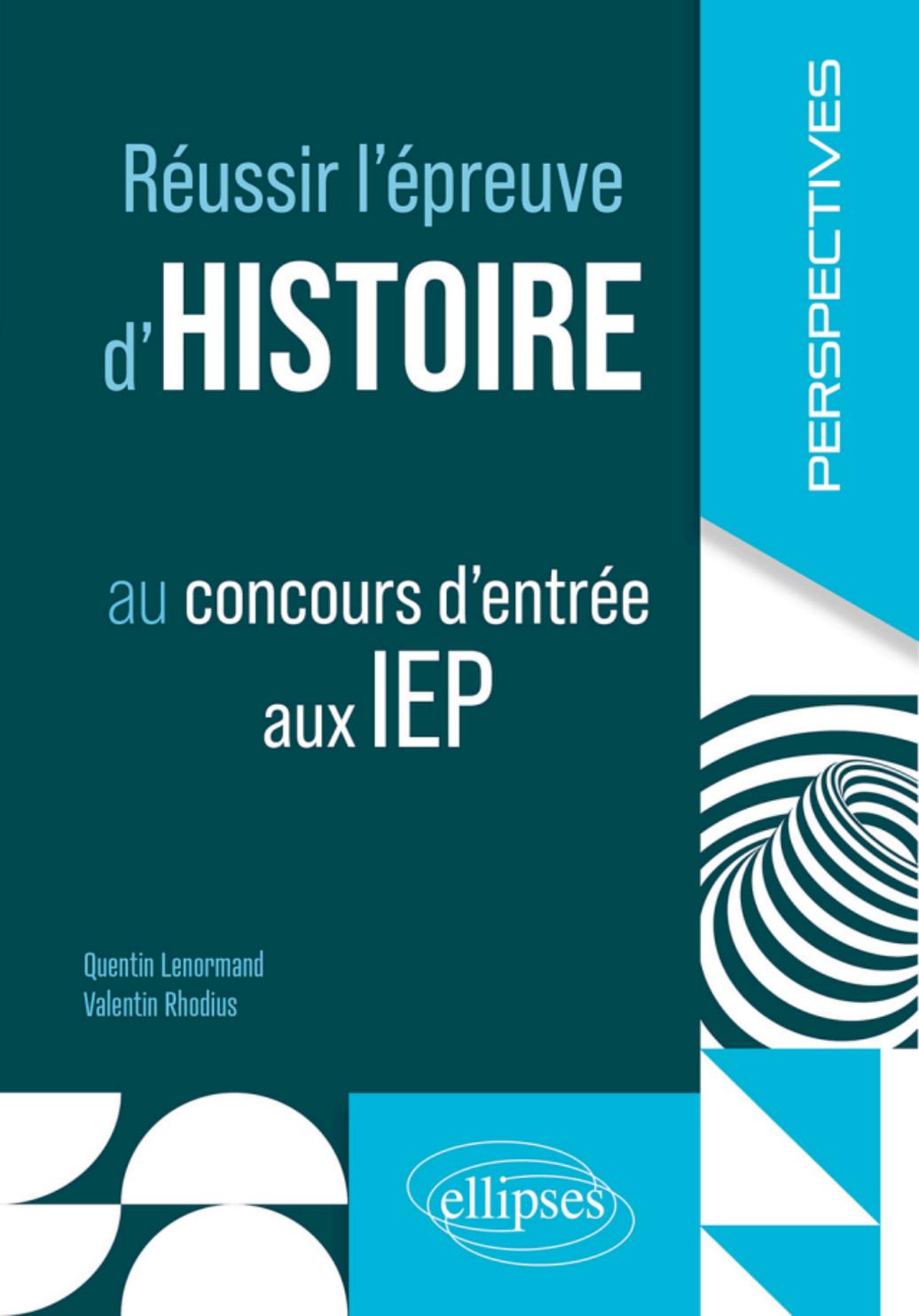


Réussir l'épreuve
d'**HISTOIRE**

au concours d'entrée
aux **IEP**

Quentin Lenormand
Valentin Rhodius

PERSPECTIVES



ellipses

La crise de 1929 et ses conséquences mondiales

La crise de 1929 est une crise financière, industrielle, agricole, aux conséquences bien sûr économiques, mais également politiques et sociales. Si elle est en premier lieu américaine puis d'étendue mondiale, les pays sont touchés à différents degrés et selon des temporalités spécifiques.

I. La crise de 1929 aux États-Unis

1. Le déclenchement d'une crise boursière

La crise de 1929 démarre avec un krach boursier aux États-Unis en octobre 1929. Après une période de prospérité dans les années 1920, la spéculation se développe. En effet, dans un contexte de croissance économique, les banques n'hésitent pas à prêter de l'argent aux Américains souhaitant investir ou spéculer. Or, le mercredi 23 octobre, le cours de la Bourse de New York chute légèrement lorsqu'un volume important d'actions est mis en vente mais ne trouve pas d'acheteurs. Par conséquent les prix de ces actions baissent progressivement puisque l'offre est supérieure à la demande, jusqu'au moment où les investisseurs, effrayés à l'idée de perdre leur argent, sont pris de panique. Nous sommes alors le jeudi 24 octobre 1929, le Jeudi noir.

Ce jour-là, afin de limiter leurs pertes, les spéculateurs vendent massivement leurs actions avant que les prix ne soient trop bas ; mais cette vente massive tire encore plus les prix vers le bas. Pour enrayer cette baisse, certaines banques américaines déboursent 240 millions de dollars afin de racheter les actions et contenir la chute de leur valeur. Mais la baisse se poursuit. Investisseurs et spéculateurs sont alors ruinés.

2. La crise devient financière et industrielle

La crise boursière devient ensuite une crise financière et industrielle. En effet, les spéculateurs ruinés ne peuvent pas rembourser les prêts bancaires qui leur ont permis d'investir (à cette époque 80% des actions sont achetées grâce à un prêt bancaire). Les banques sont alors confrontées à des défauts de paiement : cela signifie qu'elles ne disposent plus d'argent. En effet, leurs caisses sont vides puisque les prêts qu'elles ont octroyés ne peuvent pas être remboursés par les spéculateurs ruinés. Leur situation est aggravée par des demandes de retraits de leurs clients, soit parce qu'ils ont été ruinés par la crise boursière et ont besoin de liquidités, soit parce qu'ils ont perdu confiance dans les institutions bancaires et préfèrent retirer leurs fonds avant que leur banque ne fasse faillite.

La crise devient ensuite industrielle. Certaines entreprises qui ont investi en bourse sont en effet ruinées, ce qui réduit la production industrielle nationale. Cette baisse de la production est renforcée par un moindre pouvoir d'achat de nombreux Américains qui dépensent moins. Cela est dû au fait que certains sont touchés directement par le krach de 1929, comme par exemple les investisseurs ou les spéculateurs. D'autres le sont indirectement, par exemple à la suite de la faillite de la banque où ils avaient placé leurs économies. Tout concourt donc à réduire la consommation.

L'agriculture n'est pas non plus épargnée. Faute de capacités d'investissement et à cause de la réduction de la consommation, les prix des produits agricoles s'écroulent et certains fermiers ruinés abandonnent leurs terres. D'autres, mieux lotis, parviennent à maintenir une activité d'autosubsistance.

II. L'extension de la crise au monde

1. La crise en Europe

La propagation de la crise de 1929 est déterminée par les liens économiques que certains pays entretiennent avec les États-Unis. L'URSS, par exemple, est largement épargnée par la crise car peu industrialisée et peu intégrée aux marchés mondiaux. Ce n'est pas le cas de l'Europe.

Pour pallier les difficultés de la crise, les banques américaines rapatrient en effet dès 1930 leurs capitaux investis à l'étranger, en particulier en Europe. Le marasme économique européen qui a suivi la Grande Guerre a poussé les États européens, très endettés, à se tourner vers les États-Unis, seul pays dont l'économie est florissante pendant les années 1920. Cela est vrai pour

les vainqueurs (France et Royaume-Uni) mais plus encore pour les vaincus (Allemagne et Autriche) qui doivent non seulement rembourser leurs dettes contractées pendant le conflit, mais également payer les indemnités de guerre que leur imposent les vainqueurs au Congrès de Versailles en 1919.

Dans les années 1920, le remboursement des dettes des pays européens est donc permis par des prêts bancaires américains. L'Allemagne et l'Autriche en particulier assurent leur reprise économique grâce aux banques américaines. Cela a pour effet de lier la santé économique de ces pays débiteurs à celle du pays créateur, les États-Unis.

Or lorsque les banques américaines décident de retirer d'Europe leurs capitaux (qu'ils soient immatériels comme l'argent, ou matériels comme les usines) à la fin de l'année 1929 et au cours de l'année suivante, afin de compenser les pertes financières consécutives au Krach de 1929, l'Allemagne et l'Autriche, dont l'économie est encore très fragile, subissent de plein fouet les conséquences de ces retraits. La production industrielle s'effondre alors, de même que les prix, entraînant dans la misère les ouvriers que leurs patrons licencient faute de pouvoir les payer. De nombreux chefs d'entreprise sont contraints de déposer le bilan de leur affaire. Aucun des trois secteurs de l'économie n'est alors épargné (primaire, secondaire, tertiaire).

L'effondrement des cours de la Bourse de New York entraîne donc une réaction en chaîne qui touche d'abord l'Allemagne et l'Autriche puis le Royaume-Uni en 1932 et la France l'année suivante. La crise des pays européens va entraîner celle des pays d'Amérique du Sud.

2. L'extension de la crise à l'Amérique du Sud

Dans les pays européens touchés par le retrait des capitaux américains, les capacités d'achats et d'emprunts des investisseurs et des consommateurs se réduisent. Cela diminue donc le volume d'importations de ces pays industrialisés, puisqu'ils disposent de moindres capacités d'achat. Or ces pays industriels importent avant tout des matières premières qu'ils achètent aux pays « neufs ».

Les pays « neufs » sont ces pays non colonisés ou décolonisés depuis longtemps situés notamment en Amérique du Sud. La principale source de revenus de ces pays « neufs », peu industrialisés, provient d'activités de production destinées à l'exportation, principalement la vente de matières premières et de produits agricoles aux pays industrialisés. En retour, les revenus tirés de la vente de leurs matières premières notamment agricoles permettent à ces pays d'acheter des produits manufacturés aux pays industrialisés. Du

point de vue des pays industrialisés, les pays « neufs » sont donc à la fois des fournisseurs de matières premières et des clients pour leurs produits manufacturés, notamment les biens de consommation.

Lorsque les pays industrialisés sont touchés par la crise, ils importent moins depuis les pays « neufs » puisque leur production industrielle se réduit. Les pays « neufs » voient alors leurs revenus fondre, car ils perdent leurs clients à mesure que les capacités d'achat en matières premières des pays industrialisés se réduisent. Par conséquent, le cours des matières premières et des produits agricoles dévissent brutalement et les stocks s'accumulent.

Un exemple célèbre est celui du café brésilien : avec la chute du cours du café que les Européens ne sont plus en mesure d'acheter, les stocks de café, qui ne valent presque plus rien sur le marché mondial, s'accumulent. Le café est finalement utilisé pour faire fonctionner les locomotives en lieu et place du charbon.

Par ailleurs, la crise de 1929 a des effets sociaux importants dans les pays d'Amérique du Sud. En effet, les paysans ruinés par la crise et la main-d'œuvre ouvrière agricole sans emploi émigrent vers les villes qui connaissent une croissance massive qu'elles peinent à absorber. Les États sud-américains tentent ensuite de s'appuyer sur cette main-d'œuvre urbaine pour développer leurs propres industries afin de satisfaire une demande interne, de fournir du travail aux chômeurs et de se défaire de leur dépendance aux pays industrialisés.

III. L'explosion du chômage et les réponses à la crise : l'exemple du *New Deal* américain

1. L'explosion du chômage

La crise économique de 1929 a des effets sociaux partout désastreux. La baisse de la production industrielle entraîne des licenciements massifs et la faiblesse des mécanismes d'amortissement de l'époque, comme les assurances chômage, voue de nombreux chômeurs à la misère.

À l'échelle mondiale, le taux global de chômage dépasse les 15 %, ce qui est considérable dans la mesure où cette évaluation est minimale, et ce pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'il est courant à cette époque de définir un chômeur comme une personne ayant perdu son emploi. Le décompte ignore les candidats à un premier emploi et les femmes. Ce chiffre de 15 % est également à relativiser dans la mesure où de nombreux ouvriers

sont contraints à un chômage partiel, qui n'est généralement pas pris en compte dans le décompte des chômeurs. Afin de faire des économies, leurs employeurs leur imposent en effet des temps partiels.

Ce sont dans les pays industrialisés et dans les secteurs secondaires que les taux de chômage, et donc la détresse et la crise sociale, sont les plus importants. La France est ainsi relativement épargnée par rapport à l'Allemagne alors nettement plus industrialisée que la France. En juin 1932 par exemple, les syndicats allemands estiment que 47 % de leurs adhérents qui sont au chômage travaillaient dans la métallurgie.

À l'échelle nationale, les taux de chômage peuvent atteindre des chiffres considérables : en Allemagne, c'est la moitié des actifs qui est sans travail en 1933. Les États-Unis comptent 4,5 millions de chômeurs en 1930, et plus de trois fois plus trois ans plus tard.

Un autre exemple significatif est celui de l'industrie textile brésilienne. Elle emploie 140 000 ouvriers avant 1929, doit ensuite en licencier 30 000 lorsque survient la crise. Le double d'ouvriers se trouve en chômage partiel, soit 60 000 personnes. Au Mexique, le nombre de chômeurs passe de 300 000 en 1931 à un million un an plus tard. Partout, le chômage se généralise, livrant à la misère des millions de personnes. Ainsi l'administration américaine comptabilise-t-elle jusqu'à 200 000 jeunes vagabonds qui sillonnent le pays.

En sapant les structures économiques des États, la crise de 1929 conduit à la fragilisation politique des régimes qui se décrédibilisent et favorise le développement de discours d'opposition virulents qui mettent en cause la forme politique démocratique et le système économique capitaliste.

Face à l'ampleur de la crise, la réaction des pays touchés est par ailleurs partout la même : l'État impose un contrôle accru sur l'économie, un interventionnisme qui contraste avec le laisser-faire libéral précédent, en particulier aux États-Unis.

2. Le *New Deal* de Roosevelt

a. L'élection d'un nouveau président

En 1928, le républicain Herbert Hoover est élu président des États-Unis. Homme d'affaires chevronné, il réagit à la crise de 1929 comme le conservateur qu'il est : estimant que les aides sociales individuelles en faveur des chômeurs affaiblissent leur combativité, Hoover intervient peu pour les soutenir. Par conséquent, son choix de rester passif face à la crise le voue à une vive impopularité.

C'est l'élection du démocrate Franklin Delano Roosevelt, président encore aujourd'hui extrêmement populaire, qui permet aux États-Unis de remonter progressivement la pente. En effet, Roosevelt qui entre en fonction le 4 mars 1933 met en œuvre un ensemble de mesures économiques et politiques qu'il nomme le *New Deal*. Si ce *New Deal* est largement expérimental, dans la mesure où Roosevelt n'a pas de programme économique prédéfini, il repose sur l'idée que l'État doit jouer un rôle actif dans le domaine économique et ainsi tempérer le principe libéral de laissez-faire par son intervention directe. C'est ce que les économistes appellent une économie mixte : il s'agit d'une économie au sein de laquelle le secteur privé coexiste au côté d'un secteur public puissant et interventionniste.

b. Le sauvetage de l'économie américaine

Au-delà de ce principe d'intervention de la puissance publique dans le secteur privé, la base théorique sur laquelle la politique économique de Roosevelt repose au moment de son élection est très vague. C'est pourquoi le début de son mandat est chaotique, en particulier les cent premiers jours, marqués par un fort aventurisme en matière de politique économique. Entre mars et juin 1933, une série de lois est adoptée, destinée à absorber les effets de la crise et à réguler l'économie, en particulier le *National Industrial Recovery Act* ou NIRA (« loi de redressement industriel national »).

Roosevelt tient par ailleurs à présenter directement aux Américains sa politique, via ses causeries « au coin du feu » (des émissions radiophoniques au cours desquelles le président s'adresse directement aux auditeurs). Un certain nombre d'institutions sont ainsi créées, afin de mettre en œuvre ce principe d'intervention de l'État dans l'économie. Trois chantiers sont entrepris.

Le premier chantier consiste à lutter contre le problème du chômage : trois agences gouvernementales sont créées dans ce but. Leur objectif est de fournir du travail aux chômeurs, en leur confiant la réalisation d'ouvrages d'intérêts publics (tunnels, ponts, routes, etc.). Il s'agit :

- de l'agence de développement du travail (WPA), dotée de 5 milliards de dollars. L'agence emploie et paie des chômeurs pour un projet défini. Jusqu'à sa disparition en 1941, 20 % de la main-d'œuvre américaine va profiter de ces fonds. La WPA contribue donc à faire baisser le chômage ;
- de l'Agence des travaux publics (PWA), confiée au secrétaire à l'Intérieur. La PWA finance des projets de travaux publics qui sont confiés à des entreprises privées ;
- du Corps civil de protection de l'environnement (CCC), employé en milieu rural (reboisement, lutte contre l'érosion et les inondations).

Par ailleurs, sont mis en place des mécanismes de compensation des effets sociaux négatifs liés à la crise : une assurance chômage est ainsi créée (l'Agence de sécurité sociale ou *Social Security Administration*), chargée de verser des pensions de retraite et qui fonctionne comme une police d'assurance en cas d'incapacité d'un travailleur, lui fournissant ainsi un moyen de subsistance.

Le deuxième chantier concerne le soutien aux deux secteurs centraux de l'économie américaine. En premier lieu, le secteur agricole, encore très important sur un plan économique à cette époque-là aux États-Unis, mais également sur un plan politique puisque le fermier américain est encore une figure centrale dans l'imaginaire des États-Unis. Une Agence d'ajustement agricole (*Agricultural Adjustment Act*) équilibre le marché en achetant les excédents agricoles pour les stocker en cas de mauvaise récolte. Une Administration du crédit pour les fermes (*Farm Credit Act*) est instaurée afin de fournir aux fermiers en difficulté des prêts à moyen terme et d'éviter ainsi la saisie de leur ferme.

Le deuxième secteur concerné par la politique interventionniste est celui de l'industrie. Le NIRA prévoit ainsi un office de régulation dont le but est d'encourager les industriels à adopter un code de bonne conduite : salaire minimum, limitation de la production afin d'éviter la baisse des prix, discussion avec les syndicats, etc.

Le troisième chantier concerne le secteur financier. L'objectif est ici de limiter et d'encadrer la spéculation afin d'éviter que l'économie américaine ne revienne à ses mauvaises pratiques qui ont conduit au krach. L'État s'engage ainsi à assurer les retraits des clients en cas de faillite de leur banque, mais en échange, les banques doivent investir avec modération.

Par ailleurs, une Commission de titres et d'échange (*Securities and Exchange Commission*) est mise en place et chargée de réglementer la bourse de Wall Street, afin de prévenir les excès qui ont conduit à la crise de 1929. Le gouvernement impose enfin la séparation entre banques d'investissement et banques de dépôt, afin d'éviter que les premières ne mettent en danger l'épargne de leurs clients.

3. Quel bilan pour le *New Deal* ?

L'objectif du *New Deal* de Roosevelt est de moraliser l'économie en lui imposant de bonnes pratiques et en l'encadrant afin d'éviter que ne se reproduisent les excès qui ont conduit à la crise de 1929. Cette moralisation passe par un contrôle accru de l'État sur le secteur privé, ainsi que par la diffusion

d'un discours remettant en cause le principe libéral de laisser-faire économique qui prévalait auparavant. Mais il ne s'agit pas pour autant de remettre en cause les principes de libre-échange et de libre-entreprise, comme cela se voit à la même époque dans les pays fascistes ou communistes. L'objectif est davantage d'équilibrer le poids du secteur privé en imposant le secteur public comme une force régulatrice.

Malgré l'ampleur des réformes entreprises, le bilan du New Deal reste néanmoins mitigé. En effet, les oppositions à la politique de Roosevelt sont importantes. Ainsi, en 1934, le Congrès annule le NIRA, déclaré inconstitutionnel, et s'en prend ensuite au AAA. L'ensemble du New Deal est donc remis en cause par une opposition politique unanime puisque les juges démocrates du Congrès votent comme leurs confrères républicains.

Par ailleurs, les tensions sociales conduisent à une radicalisation du milieu ouvrier qui pratique désormais l'occupation des usines, là où autrefois ils se contentaient de manifester près de leur lieu de travail. L'occupation des usines et l'arrêt de la production qu'elles entraînent permettent aux ouvriers de faire adopter des mesures leur assurant un salaire conséquent, ainsi que la journée de huit heures en 1938. Mais l'économie encore ralentie n'absorbe pas tous les effets de la crise de 1929 et le chômage reste élevé aux États-Unis tout au long des années 1930 (17 % en 1939).